



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Donald Kaberuka
**Président du Groupe de la Banque africaine de
développement**

L'aube d'un jour nouveau, porteur de nouvelles promesses

CLUB DE LA PRESSE AMÉRICANO-EUROPÉENNE

Paris, 7 décembre 2010

1. Bonjour, Mesdames et Messieurs. Permettez-moi, tout d'abord, de remercier les coprésidents du Club de la presse, Jim Bittermann et Christian Mallar, pour cette invitation et l'intérêt que le Club porte à l'Afrique et au travail que nous faisons à la Banque africaine de développement.

Le miracle africain ?

2. La semaine dernière, le grand magazine américain *Foreign Policy* a présenté un article intitulé « Le miracle africain », après une longue série d'articles récents très optimistes sur l'économie africaine.

3. Bien que nous reconnaissons la grande diversité des résultats et de la performance des 53 pays africains qui forment cette mosaïque du continent africain, la thèse selon laquelle l'Afrique a créé une nouvelle dynamique à l'aube du nouveau millénaire est désormais largement admise. Cette thèse est étayée par des preuves plutôt empiriques qu'anecdotiques.

Le PIB par habitant en Afrique subsaharienne s'établit actuellement à près de 700 dollars, contre 400 dollars une décennie auparavant.

4. Progressivement, l'image d'une Afrique décrite, pour l'essentiel, comme un continent brisé et ravagé par la misère – en proie à la guerre civile, à une morbidité élevée, à la corruption, à la stagnation économique et à la pauvreté permanente – s'estompe. « Une cicatrice dans la conscience du monde », comme le disait un dirigeant en 2005.

Un continent prometteur

5. Ce tableau cède de plus en plus le pas à une appréciation plus réaliste des possibilités qu'offre le continent, depuis que bon nombre d'entreprises de par le monde réévaluent positivement le risque lié à l'Afrique.

6. À mon avis, cette nouvelle donne ne peut être mieux illustrée que par un article que j'ai lu la semaine dernière et qui citait Tim Lee, chef des opérations internationales de GM, qui disait : « L'Afrique et ses marchés émergents offrent d'énormes possibilités à long terme », en expliquant pourquoi GM envisageait de tirer parti de ce nouveau dynamisme pour développer ses activités sur le continent africain.

Il s'agit d'un dynamisme étendu à plusieurs autres domaines, comme en témoignent la croissance exponentielle de l'industrie des télécommunications, des services financiers et de l'agroalimentaire, ainsi que la forte demande de tous types d'infrastructure.

Je voudrais juste donner un aperçu des projections relatives à la croissance du PIB en 2001 :

- **Six pays auront une croissance supérieure à 7 % ;**
- **Quinze auront une croissance comprise entre 5 et 7 % ;**
- **Vingt-sept auront une croissance allant de 3 à 5 % ;**
- **Seuls cinq dépasseront le taux de croissance démographique, tout en restant au-dessous de 3 %.**

Des défis de taille subsistent

7. En soulignant cette évolution positive de la situation de notre continent, je ne saurais nullement sous-estimer le fait que la pauvreté reste généralisée et que bon nombre de pays africains doivent encore surmonter de sérieux obstacles.

- **48 % des Africains continuent de vivre au-dessous du seuil de pauvreté ;**
- **350 millions de personnes n'ont pas accès à une eau salubre et à l'assainissement ;**
- **22 millions vivent avec le VIH/Sida ;**
- **trois conflits majeurs n'ont pas encore été résolus, y compris la plus longue guerre civile (20 ans) en Afrique ayant abouti à un État en déliquescence ; et**
- **un certain nombre (en baisse) de pays demeurent largement tributaires de l'aide extérieure, etc.**

8. Si l'on devait s'attarder sur les obstacles que l'Afrique est encore appelée à surmonter, la liste serait bien longue. La majorité des pays africains sont loin du « point de non-retour ». Il existe toujours des risques de recul, mais tout ce que nous disons est que nous avons franchi une étape décisive que même la récente crise économique mondiale n'a pas pu inverser, sauf de manière brève et momentanée.

Ainsi : Quels sont les facteurs qui expliquent cette dynamique ?

9. Toutefois, le changement de la donne s'accompagne de nouvelles interrogations ; une série de questions pertinentes auxquelles il convient d'apporter des réponses.

- **Quelles sont les forces motrices ?**
- **Est-ce un nouveau faux départ ? La dynamique sera-t-elle soutenue ?**
- **Ne s'agit-il pas simplement de l'effet d'entraînement de l'Asie et de la demande de produits de base ?**
- **S'agit-il d'une croissance qui fait reculer la pauvreté ? Où est le dollar dans la poche de l'homme de la rue ?**

10. Toutes ces questions sont pertinentes. Au milieu des années 70, l'Afrique a connu une courte période d'ébullition pleine de promesses. Ces acquis ont été balayés par les deux chocs pétroliers successifs, des catastrophes d'origine anthropique, et des choix économiques malavisés et fondés sur des considérations politiques.

11. Cette situation difficile allait inévitablement déboucher sur deux décennies d'ajustement structurel, essentiellement mené par ce qu'on pourrait appeler des « éléments extérieurs restrictifs », en d'autres termes les institutions de Bretton Woods.

12. Je n'ignore pas les critiques dont font l'objet ces programmes d'ajustement structurel, y compris (probablement) une correction excessive de l'équilibre entre l'État et le marché, la perte d'autonomie, la réduction de la marge de manœuvre politique, le sous-investissement dans l'infrastructure, etc. La liste est longue et bien documentée ailleurs.

Quels que soient leurs avantages et inconvénients, ces réformes économiques (parfois critiquées à tort) ont assaini les finances publiques, favorisé des changements structurels, une meilleure gouvernance économique et un climat d'investissement plus propice.

13. Ces réformes ont mis en place le dispositif nécessaire pour atténuer les chocs extérieurs, notamment l'accumulation de réserves extérieures confortables, le développement de secteurs bancaires solides, bien dotés en capitaux et bien réglementés, qui nous ont aidés lors de la récente crise.

S'agit-il des produits de base et de l'effet d'entraînement de l'Asie ?

14. Immanquablement, l'environnement économique international favorable, la forte hausse de la demande de produits de base africains – métaux comme produits agricoles – en ce début du millénaire ont joué un rôle majeur.

J'en veux pour preuve les mines de cuivre délabrées dans des pays comme la RDC et la Zambie, qui avaient été délaissées pendant des années et qui, aujourd'hui, connaissent une nouvelle vie. Ce regain d'activité, avec la création d'emplois et de nouveaux revenus, donne une impulsion aux investissements dans le capital matériel et humain et permet de réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide.

15. Les pays dits BRIC (à l'exception de la Russie) ont joué un rôle dans cette dynamique nouvelle, grâce à la hausse prolongée des cours des produits de base et des flux d'investissement. Sans aucun doute, cet axe Sud-Sud devrait créer une nouvelle dynamique transformatrice. Tout dépendra de la façon dont les Africains parviendront à concevoir une stratégie à long terme pour de telles relations qui, entre autres, permettra d'éviter les erreurs du passé, en articulant clairement les propres intérêts à long terme de l'Afrique.

16. Cependant, il serait simpliste de laisser croire – comme on l'avance souvent – que la phase de croissance actuelle de l'Afrique tient tout simplement à la Chine, aux BRIC et à la hausse de la demande de produits de base. Comme je le ferai observer dans quelques instants, ces éléments constituent un des facteurs clés, mais en aucun cas le facteur déterminant.

17. Il est vrai que 30 % des échanges de l'Afrique se font, à l'heure actuelle, avec l'Asie. Les échanges avec la Chine et l'Inde ont été multipliés par dix depuis 2001. Les investissements de la Chine sont passés de 56 millions de dollars en 1996 à 900 milliards de dollars en 2009. Certaines banques africaines offrent même à leurs clients des possibilités de transactions en renminbi pour des échanges entre la Chine et l'Afrique.

Une bonne partie du débat sur ces nouvelles relations a eu tendance à mettre davantage l'accent sur la Chine, mais en vérité de nouveaux partenariats économiques avantageux sont également établis avec le Brésil, la Turquie, la Malaisie et d'autres marchés émergents, sans parler de l'expansion vers le nord d'entreprises sud-africaines de niveau mondial. De telles relations permettent également d'apprendre, auprès des pairs, les arcanes du processus de développement.

Un des facteurs clés, mais pas le principal facteur déterminant

18. Comme Steven Radelet l'a si bien indiqué dans un excellent article intitulé «*How 17 countries are leading the way*», nous ne devons pas perdre de vue que ce ne sont pas tous les pays africains qui sont dotés d'un riche sous-sol. Bon nombre de pays affichant la croissance la plus rapide n'ont ni pétrole, ni gaz, ni ressources minières et ont souvent des relations économiques directes très limitées avec l'Asie et sont, pour ainsi dire, très peu exposés à l'effet d'entraînement de l'Asie.

Et pourtant, ces régions enregistrent la croissance la plus rapide et une accélération de la réduction de la pauvreté.

19. L'Afrique de l'Est, qui n'est pas riche en pétrole, gaz ou ressources minières (du moins pour l'instant), affichera la croissance la plus rapide en 2011.

Projections de croissance du PIB réel en 2011

20. Afrique de l'Est	6,4 %
Afrique de l'Ouest	5,5 %
Afrique du Nord	5,4 %
Afrique centrale	4,4 %
Afrique australe	4,3 %

L'«attitude gagnante»

21. J'ai évoqué à l'instant l'impact général des deux décennies de réformes économiques. Je voudrais ajouter un autre élément intangible : la nouvelle confiance, une «attitude gagnante» chez les jeunes générations africaines, dans le contexte d'une profonde mutation et réorientation de la démographie du continent africain. Bien qu'il soit difficile de lui coller un chiffre, ce facteur peut, à mon avis, changer la donne.

Lors des mes visites au Japon, en Chine et en Inde vers la fin de 2009 et au début de cette année, j'ai été marqué, en examinant l'Asie, par certains de ces facteurs intangibles qui ont influencé et continuent d'influencer la pensée économique de cette région.

J'en citerai juste quatre : LA FIERTÉ ;
LA STABILITÉ ;
LA PASSION ; ET
L'APPRENTISSAGE PAR LA PRATIQUE.

Aujourd'hui en Afrique, où nous nous employons à stabiliser notre continent, et réduire les coûts de transaction des entreprises, j'entrevois un changement qu'il sera difficile d'inverser. Il pourrait être temporairement interrompu par des troubles politiques inattendus comme ce qui se passe actuellement en Côte d'Ivoire, mais pas inversé.

- **Une classe grandissante de jeunes consommateurs urbains sophistiqués – souvenez-vous que seuls 28 % des Africains vivaient dans les centres urbains en 1980, alors que ce pourcentage a actuellement atteint 40 %. Cette évolution a des incidences très importantes sur les habitudes de consommation, sur l'économie et, je pense bientôt, sur la politique, y compris le problème n°1 de l'Afrique : la gestion pacifique de nos diversités.**
- **Le rôle croissant de la diaspora. Beaucoup a été écrit sur notre diaspora, mais trop souvent sur les envois de fonds, qui ont connu une augmentation spectaculaire. On a moins mis l'accent sur les compétences, l'entreprenariat et l'attitude gagnante que je viens d'évoquer.**
- **L'essor de la téléphonie mobile et de la connectivité qui permet d'accomplir des progrès considérables dans de nombreux domaines de l'économie et des prestations de services sociaux, notamment en matière de santé, d'éducation et de services financiers.**
- **Une nouvelle génération de décideurs – capables de mieux gérer leurs économies grâce à des politiques autonomes élaborées par eux-mêmes, des finances publiques plus solides, une dette plus faible et une augmentation des flux d'investissement.**
- **L'accroissement constant des échanges régionaux – qui est sous-estimé dans les statistiques officielles et qui, probablement, oscille actuellement entre 20 et 30 % du volume total des échanges.**
- **Des effets positifs du voisinage avec certaines locomotives économiques régionales telles que l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya et, jusqu'à la période récente de crise prolongée, la Côte d'Ivoire.**

Rôle de l'aide extérieure

22. À ce stade, il est légitime de se spéculer sur ce qu'a été le rôle de l'aide et des concours extérieurs. Dans bon nombre de pays, l'aide extérieure sous toutes ses formes a joué un rôle crucial. Qu'elle ait pris la forme d'un allègement de dette, d'une lutte contre les maladies infectieuses, d'une promotion de la productivité agricole, d'un développement de l'infrastructure, d'un appui aux pays sortant de conflit, l'aide a joué un rôle important et essentiel surtout dans les pays à faible revenu et ceux que nous appelons les «États fragiles».

Il n'est pas difficile de comprendre que là où l'aide a été utilisée de manière efficace, où la gouvernance a été solide et où les pratiques des donateurs ont été accommodantes, l'impact a souvent été positif.

Malheureusement, l'inverse est également vrai, car là où la gouvernance et les institutions ont été faibles, où les pratiques des donateurs étaient trop contraignantes – ou lorsque l'octroi de l'aide reposait sur des considérations géostratégiques comme ce fut le cas pendant la guerre froide, l'aide était non seulement inefficace, mais pourrait également être nuisible en réalité. Toutefois, ces cas étaient isolés et moins nombreux, d'une manière générale.

23. Vous trouverez certainement intéressant le débat dans le Wall Street Journal de la semaine dernière, entre Bill Gates – « L'Afrique a besoin de plus d'aide et non de théories erronées » – et Matt Ridley, auteur du célèbre ouvrage «L'optimiste rationnel» qui a répondu que « L'Afrique a besoin de croissance, pas de pitié ni de vastes plans».

Ce dernier a ajouté que, hormis certains pays en conflit, la croissance économique s'accélère partout en Afrique, le taux de natalité est en baisse et la pauvreté continue de reculer.

24. Je ne céderai pas à la tentation d'entrer dans ce débat – ce sera pour une prochaine fois – et de toute façon ce ne sont pas les avis qui manquent sur la question. Mais juste pour être sûr de ne pas donner l'impression d'éluder le sujet, je dirai quelques mots.

- Mon point de vue personnel que, j'en suis sûr, beaucoup d'entre vous partagent, est que la question ne concerne pas l'aide en soi, mais la dépendance vis-à-vis de l'aide qui, bien entendu, devrait être perçue comme un signe d'échec et non de réussite. Un bon programme d'aide devrait permettre de se passer progressivement de l'aide.

- De toute façon, nous devons placer ce point de vue dans son contexte. À quelques exceptions près, je pense qu'un nombre croissant de pays africains font de leur mieux pour sortir de la dépendance vis-à-vis de l'aide, plutôt que le contraire. Dans l'ensemble, sur une bonne partie du continent, le rôle de l'aide a continué de diminuer au fil du temps par rapport aux autres sources telles que les revenus intérieurs et les envois de fonds des migrants. Il va sans dire que la situation varie d'un pays à l'autre.

En 2010, les estimations des services de la Banque africaine de développement font ressortir que pour chaque dollar octroyé au titre de l'aide, les pays africains ont généré eux-mêmes dix dollars en interne.

À la Banque africaine de développement, notre défi consiste à :

- renforcer les économies et les capacités institutionnelles propres de l'Afrique pour sortir le continent de la pauvreté, et créer sans cesse les moyens de son développement. Au fur et à mesure que le nouvel espace financier international réduit les budgets des pays donateurs, l'aide publique au développement subit des pressions. Les pays africains en sont pleinement conscients et s'emploient à développer, à cet effet, de nouvelles formes de partenariat avec les partenaires tant traditionnels qu'émergents.

Risques endogènes

25. Quels sont les risques à l'avenir ? La liste est longue, mais je me limiterai à cinq risques endogènes qui, à mon avis, sont les plus redoutables :

- Premièrement, des troubles politiques intérieurs, souvent inattendus et dont l'évolution et la résolution à long terme sont imprévisibles.
- Deuxièmement, un risque lié au premier dans une certaine mesure : l'absence de filets de sécurité, un problème surtout préoccupant dans les cas où la croissance économique n'est pas perçue comme largement partagée ; cela entraîne souvent des frustrations et une violence, notamment chez les pauvres des centres urbains.

- Troisièmement, la croissance axée sur les ressources naturelles, souvent des économies extraverties qui ne créent pas d'emplois et n'offrent pas de possibilités à la population en général.
- Quatrièmement, le déficit d'infrastructure (en particulier énergétique) qui entrave l'accroissement des possibilités pour les entreprises, petites et grandes.
- Cinquièmement, l'insécurité alimentaire accrue sur fond de changement climatique, d'instabilité et de volatilité des marchés internationaux.

26. À ces chocs endogènes, il convient d'ajouter ceux provenant de l'environnement extérieur.

27. L'Afrique a su faire face à la récente crise, grâce à son propre dispositif d'atténuation, son exposition limitée aux actifs toxiques et à la réponse contracyclique apportée par des institutions telles que la Banque africaine de développement, qui a pratiquement triplé le volume de ses prêts et dons, les portant à 12 milliards de dollars en 2009, au plus fort de la crise.

Risques exogènes

28. Bien entendu, nous restons exposés à des chocs tels que ceux qui secouent actuellement la zone euro, de même que les autres problèmes qui entravent la reprise intégrale de l'économie mondiale. Mon sentiment est que ces problèmes peuvent être endigués. Nous plaçons une confiance totale dans la volonté et la capacité des pays riches à prendre les dispositions nécessaires pour éviter les effets néfastes sur les pays à faible revenu. Nous croyons fermement au multilatéralisme. Il va sans dire que le multilatéralisme que l'Afrique recherche est un multilatéralisme global, dont l'objectif est de créer un système mondial équitable à l'avenir, plutôt que de corriger tout simplement les insuffisances de l'ancien système qui mené l'économie mondiale au bord du gouffre.

29. Les Africains sont frustrés d'être des spectateurs, plutôt que des participants actifs au processus du G20, où la plupart des solutions dont le monde a besoin sont articulées et élaborées. On ne devrait pas rater l'occasion d'associer les pays africains à la recherche de solutions.

Pour cette raison, nous nous sommes félicités de la création du Groupe de travail sur le développement lors du Sommet de Toronto et, en particulier, du fait que la présidence sud-coréenne du G20 a pu faire figurer clairement les questions de développement à l'ordre du jour. Cette démarche en elle-même a revêtu une importance symbolique, parce qu'elle intervient dans un pays qui, en 1960, avait un PIB par habitant de 65 dollars seulement.

Nous espérons vivement que cette priorité accordée au développement sera maintenue au cours de la présidence française. Nous estimons que les efforts déployés, pour stimuler la croissance et libérer le potentiel de l'Afrique, font partie intégrante des mesures de relance et de rétablissement de l'équilibre mondial, en matière de création d'emplois et de possibilités d'investissement qu'offre le jeune marché africain en expansion – une force bénéfique pour le monde tout entier.

À la Banque africaine de développement, première institution de développement de l'Afrique, nous tenons beaucoup à faire progresser cet agenda, dans le sillage de la dynamique créée par le Sommet du G20 de Séoul.

30. Notre stratégie à moyen terme s'inscrit dans cette perspective et repose sur cinq domaines étroitement liés :

- i) promouvoir l'intégration économique ;**
- ii) renforcer les institutions et la bonne gouvernance ;**
- iii) développer le secteur privé ;**
- iv) combler le déficit d'infrastructure et de compétences ; et**
- v) aider les pays à sortir des conflits.**

31. Notre solide assise financière et notre cote en Afrique nous mettent dans une position privilégiée pour réaliser ces objectifs. Lors de la récente crise, l'Afrique montra ce dont elle était capable, grâce au concours d'institutions comme la Banque africaine de développement, qui a donné la preuve de sa souplesse et de sa capacité à agir de manière contracyclique, afin d'atténuer les effets néfastes sur nos jeunes économies.

32. Nous avons été invités, en particulier, à accroître nos interventions destinées à combler le déficit d'infrastructure de l'Afrique, qui entraîne une augmentation de 30 à 40 % des coûts de transaction sur le continent. Qu'il s'agisse d'énergie électrique, de routes, de chemins de fer, de ports maritimes ou d'aéroports, le déficit d'infrastructure actuel de l'Afrique rend impossible de soutenir des

économies dont le taux de croissance est de 7 % par an. Des moyens financiers substantiels sont nécessaires. Nous entendons joindre nos propres ressources à celles d'autres partenaires publics, privés, nouveaux ou traditionnels dans le cadre de partenariats durables.

Bon nombre de pays émergents du G20 ont dû faire face aux mêmes défis, et nous envisageons de tirer parti de leurs connaissances et expériences dans ce domaine. Des experts m'ont indiqué que certains des tout premiers prêts de la Banque mondiale à la Corée étaient destinés à la fabrication de trains à grande vitesse et d'autres infrastructures clés. Nous sommes convaincus qu'il existe actuellement des possibilités de mobiliser des talents, des énergies, des expériences et des ressources du G20 pour établir des relations transformatrices dans le cadre de projets d'infrastructure offrant des niveaux élevés de retour sur investissement. C'est dans ce contexte qu'une proposition a été faite pour le recyclage partiel de certaines ressources, dans des régions du monde affichant d'importants excédents extérieurs, en vue de les utiliser dans l'intérêt de tous. Évidemment, des questions d'ordre technique se posent (comme la soutenabilité de la dette) et devront être résolues, ce à quoi les services de la Banque s'attendent déjà, afin d'apporter une contribution à un groupe consultatif de haut niveau à mettre sur pied, conformément aux recommandations du dernier Sommet du G20.

33. La dernière question que je voudrais aborder brièvement concerne la proposition de création du Fonds vert pour l'Afrique. De cette conférence, je me rends à Cancun. À l'heure actuelle, il est clair aux yeux de tous que, compte tenu de la complexité des politiques relatives au changement climatique, le moins qu'on puisse dire est qu'il faudra encore beaucoup de temps avant de parvenir à un accord contraignant et vérifiable sur une réduction suffisante des émissions que nous appelons tous de nos vœux. Je suis persuadé que bon nombre de délégués à Cancun auront ajusté leurs attentes en conséquence.

Toutefois, le problème pour l'Afrique est que l'attente de cet accord n'a que trop duré. Il existe un risque réel de voir certains de nos acquis et de nos progrès économiques anéantis par le changement climatique; le caractère urgent qu'il convient d'accorder au volet «développement» fait défaut. Cependant, dans un esprit pragmatique, on peut se dire qu'il est possible de s'accorder sur quelques points, en attendant de parvenir à un accord global. Si tel est le cas, il sera possible d'isoler et de trouver un accord sur des questions revêtant

une importance capitale pour les pays à faible revenu et l'Afrique en particulier ; disons REDD++. La question du financement est la plus importante : financement de l'adaptation et de la production d'énergie propre.

34. Prenons un exemple. Comme vous le savez, 16 % des forêts du monde se trouve en Afrique, mais 635 millions d'hectares sont abattus et brûlés tous les ans – une source d'émissions et de perte de biodiversité, (on dit que le bassin du Congo compte 80 % des espèces qu'on ne trouve nulle part ailleurs) et, bien entendu, perte de stockage du carbone. En outre, le barrage d'Inga et son énorme potentiel se trouve dans le bassin du Congo.

35. J'ai l'honneur d'être membre du Groupe consultatif de haut niveau sur le financement de la lutte contre le changement climatique mis en place par le Secrétaire général Ban Ki-Moon. Les membres dudit groupe, y compris moi-même, ont conclu qu'il était possible de mobiliser le financement dont les pays à faible revenu ont besoin pour faire face aux effets néfastes du changement climatique et s'engager dans la voie d'une croissance verte, et ce avec une utilisation très limitée de ressources budgétaires publiques. Toutefois, nous avons également estimé que la volonté politique était surtout nécessaire, pour permettre aux mécanismes de financement que nous avons proposés d'être opérationnels.

36. Les négociateurs africains ont défendu la création d'un Fonds vert pour l'Afrique, dont la gestion sera confiée à la Banque africaine de développement, qui gère déjà plusieurs autres fonds. Nous savons que l'Afrique a senti la nécessité de disposer d'un tel fonds, non seulement à cause des défis très singuliers auxquels elle fait face, mais également à cause du fait que bon nombre de mécanismes antérieurs ne l'ont pas desservie. Il va de soi qu'un tel mécanisme fonctionnerait dans le cadre et sous la tutelle du processus de la CCNUCC, avec une structure de gouvernance légère où les décisions seraient prises par les Africains et leurs partenaires. Nous sommes heureux d'avoir été invités à jouer ce rôle. Il s'agit d'une initiative essentielle pour l'avenir de l'Afrique et nous ne ménageons aucun effort pour y arriver.

Pour conclure, je reviendrai sur ce que je viens d'évoquer. Il y a deux ans, l'économie mondiale était au bord du gouffre.

37. La communauté internationale, sous la houlette du G20, s'est mobilisée et elle est parvenue à rétablir la confiance, dans une large mesure, à stabiliser le système et à limiter les effets néfastes, notamment en renforçant les réponses apportées par les institutions financières internationales ; un processus auquel la Banque africaine de développement a pris part. Il reste beaucoup à faire sur le plan mondial, pour corriger les déséquilibres mondiaux, gérer la dette et les déficits, financer les filets de sécurité, les réglementations, et j'en passe.

38. Le moment est venu d'ouvrir cette initiative à tous et de la rendre plus exhaustive, en suivant de près les opportunités qu'offrent le continent africain et son milliard d'habitants, dans le cadre du processus de stimulation de l'économie mondiale. Comme l'a dit une éminente personnalité, «faire d'une pierre deux coups, corriger les déséquilibres en matière de financement et de développement».

Ces cinq dernières années, l'Afrique a fait beaucoup de chemin, un chemin de promesses mais également de déceptions et de revers. Le chemin a été parfois cahoteux, pénible, voire traumatisant. Mais ce fut également un voyage de découverte de soi. Désormais, l'Afrique est prête à exploiter pleinement ce potentiel et cette promesse souvent cités. Les possibilités sont nombreuses et l'heure a sonné.

39. Comme Victor Hugo l'a si bien dit, « rien ne peut arrêter une idée dont le temps est venu ». La Banque africaine est heureuse de participer au processus de libération du potentiel de l'Afrique, en cette période exaltante de l'histoire de l'Afrique. Comme nous le disons à la Banque, nous sommes prêts à nous engager en tant que partenaire, conseiller, bailleur de fonds avec tous ceux qui croient en l'Afrique.

Permettez-moi, encore une fois, de remercier le Club de la presse américano-européenne pour cette aimable invitation.

Je vous remercie de votre aimable attention.